



L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol. 12 No. 3 Avril 2010



Problème du secteur de l'énergie Une réponse régionale



par Kizito Sikuka

POLITIQUE	3
AGRICULTURE	4
COMMERCE ET INVESTISSEMENT	5
INFRASTRUCTURE	6
ENVIRONNEMENT	7
VERS 2010	8-9
ÉNERGIE	10-11
ÉDUCATION	12
PARITÉ DE SEXES	13
PAIX & SÉCURITÉ	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

LES ÉTATS membres de la SADC sont passés à l'action en ce qui concerne les pénuries d'énergie en cours dans la région au moyen de mesures abordant les problèmes structurels, opérationnels et institutionnels qui entravent le développement dans le secteur.

Ces stratégies d'un registre substantiel incluent les Lignes Directrices pour la Règlementation du Commerce Trans-frontière d'Énergie en Afrique Australe, et une structure pour des tarifs abordables dans la région.

Les Ministres de la SADC responsables de l'Énergie ont approuvé ces mesures lors de leur session de Luanda en Angola, le 27-28 avril lorsqu'ils ont examiné un registre substantiel de mesures visant à attirer des investissements dans l'industrie.

Les lignes directrices sur le commerce trans-frontière sont

supposées aborder certains des obstacles dans le commerce transfrontière d'énergie, tels que les questions de licence et les pouvoirs des autorités de réglementation dans les pays d'export, import et transit.

L'approbation des lignes directrices est supposée intégrer le commerce intra-régional dans le secteur de l'énergie ainsi que d'attirer plus d'investissement dans les installations de transmission et de génération.

Des tarifs réfectifs, augmentés à des paliers pouvant justifier une injection de capital privé dans le secteur, seront réexaminés afin que les foyers générant de faible revenu continuent d'avoir accès à l'électricité à des prix abordables.

Les investisseurs sont soucieux du fait que les bas tarifs empêchent d'entreprendre des projets dans la région en raison de gain minime par rapport à d'énormes investissements.

Cependant, d'autres secteurs ont exprimé leur inquiétude sur les effets inflationnaires d'une hausse trop rapide des tarifs.

Durant la réunion de Luanda, les Ministres ont demandé une révision compréhensive et une rationalisation des instruments gouvernant le secteur de l'énergie tels que le Protocole SADC sur l'Énergie et le Plan d'Activité SADC sur l'Énergie.

Le Plan d'Activité, dont la dernière révision date de 10 ans, est un document crucial qui guide la SADC et les Partenaires Coopérants Internationaux (PCIs), puisqu'il identifie les activités et les priorités pour exécution de court à moyen terme.

D'autres instruments tels que la Politique SADC sur l'Énergie, et le Plan d'Action et Stratégie d'Accès à l'Énergie de la SADC ont également un rôle crucial dans la planification et l'exécution de projets.

suite page 2...

Problème du secteur de l'énergie, Une réponse régionale

suite de la page 1...

Les Ministres ont confirmé que la révision de ces instruments est essentielle.

“La région de la SADC est relativement dotée de ressources en énergie mais n’a pas pu atteindre son potentiel maximal en raison de plusieurs problèmes structureaux, opérationnels et institutionnels entravant leur développement rapide,” expliquent les Ministres dans une déclaration publiée après la réunion.

Certaines des ressources d'énergie sous-utilisées en Afrique Australe sont l'énergie solaire, éolienne et hydrologique, avec quelques projets prioritaires identifiés depuis les années 80 et toujours pas amorcés.

Malgré cet énorme potentiel, la récente décennie a vu l'Afrique Australe en butte à de sérieuses pénuries, en raison du manque d'investissement dans les principaux projets de génération.

Les problèmes structureaux et opérationnels tels que les faibles tarifs et les lourdes procédures d'appel d'offre ont été identifiées comme obstacles majeurs à l'investissement dans le secteur.

“Des études récentes par le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) ont montré que la région est capable de doubler sa capacité actuelle d'environ 49 000 megawatts d'électricité par le biais de projets à coût modeste déjà identifiés dans les États Membres sur une période de 10 - 15 ans”

En ce qui concerne les réformes clés dans la production de pétrole et gaz, les Ministres ont convenu qu'une association régionale pour gérer de telles questions devrait être mise en place d'ici juillet.

Alors que tous les États Membres utilisent des produits pétroliers pour actionner des véhicules et autres machines, peu d'entre eux ont adopté le gaz naturel qui existe en abondance dans nombre de zones dans la région.

Suite à l'adoption durant la session du Plan d'Action et de la Stratégie Régionale de la SADC pour l'Accès à l'Énergie, les Ministres ont exhorté les États Membres à développer des cartes

nationales d'énergie qui prennent en compte tous les facteurs, y compris le changement climatique, et une poussée renouvelée envers l'accès à l'électricité, l'énergie renouvelable et l'efficacité de l'énergie.

Les cartes nationales devront être développées d'ici octobre pour consolidation en une carte régionale utile pour la mobilisation de ressource.

Sur le plan institutionnel, la session a exhorté le Secrétariat de la SADC avec les États Membres, le SAPP, l'Association Régionale des Régulateurs en Électricité de l'Afrique Australe (RERA) et tous les participants à travailler étroitement ensembles sur l'exécution des projets d'énergie.

“Les Ministres ont demandé l'exécution des principes de coopération régionale et ont souligné que le Secrétariat assisté des États Membres, du SAPP et de la RERA devrait garantir que l'investissement soit coordonné et qu'une approche holistique pour aborder les problèmes identifiés soit en place.”

Le SAPP et la RERA sont également supposés mener un suivi sur les recommandations issues des conférences sur l'investissement tenues à Livingstone, Zambie fin 2009 et à Frankfurt, Allemagne en mars 2010.

Lors des deux conférences, des investisseurs potentiels ont déclaré que les projets régionaux pourraient attirer l'attention s'ils sont bien conçus et présentés aux financiers.

“D'autres recommandations importantes étaient que les projets devraient avoir une approche régionale plutôt que nationale, et qu'il est nécessaire pour la région d'avoir des systèmes similaires de réglementation afin d'assurer la bonne exécution des projets.”

Les ministres de l'énergie de la SADC ont exhorté les États Membres à continuer à mettre en oeuvre le programme de Préservation d'Énergie tirée de la Biomasse (ProBEC), dont le financement par l'Allemagne sera épuisé fin décembre.

Le programme ProBEC est mis en place dans sept pays – Botswana, Lesotho, Malawi,

Mozambique, Swaziland, Tanzanie et Zambie – et recommencera au Zimbabwe suite à une directive expresse des ministres en 2009.

Le projet vise à renforcer les capacités et les engagements des gouvernements et le développement d'institutions dans les États Membres afin de planifier et mettre en place des programmes intégrés de préservation d'énergie tirée de la biomasse.

ProBEC a contribué à atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire (ODMs) en réduisant la pauvreté pour améliorer la qualité de vie des populations rurales et urbaines dans les pays de la SADC et en leur permettant de satisfaire les besoins en électricité des foyers et des petites industries d'une manière socialement et environnementalement durable.

La biomasse est considérée comme l'une des plus importantes sources d'énergie dans la région puisque la majorité de la population l'utilise.

“Selon les données disponibles, environ 80 pour cent de la population de la SADC dépend de la biomasse telle que le feu de bois et les résidus agricoles pour la cuisine et le chauffage.”

En poursuivant les objectifs d'énergie saine, la région prévoit de créer une Facilité SADC sur le Carbone, alignée au processus de changement climatique. Le revenu dérivé des ventes de crédit de carbone devrait être acheminé vers le soutien des activités d'énergie tirée de la biomasse dans la région.

La SADC a annoncé que la facilité sur le carbone est supposée gérer un nombre d'activités de projet de Mécanisme de Développement Propre (MDP) basées sur les programmes ProBEC existants et autres activités qui font la promotion de technologies efficaces de cuisson.

Les ministres ont discuté et réexaminé la situation actuelle d'approvisionnement régional en électricité. Il fut noté que la région SADC a une capacité

disponible équivalente d'environ 48 650 MW. Ce qui donne une insuffisance annuelle de 1 248 MW pour 2010. (Voir Tableau).

Offre et Demande Actuelle et Future

Année	Prévision de la Demande [MW]	Augmentation Annuelle de Demande [MW]	Capacité Disponible [MW]	Augmentation Annuelle de l'Offre [MW]	Insuffisance Annuelle en Électricité [MW]
2010	49,897	1800	48,649	807	-1248
2011	52,098	2201	49,456	1751	-2642
2012	53,996	1898	51,207	3905	-2789
2013	55,520	1524	55,112	4189	-408
2014	56,969	1449	59,301	9090	+2332

Les Ministres ont noté qu'en 2010, il est prévu que le SAPP prescrive des projets qui ajouteront environ 840 MW au réseau régional.

Un total de 70 MW a déjà été commandé au Botswana avec le reste attendu d'ici la fin de l'année.

Un approvisionnement supplémentaire est supposé provenir d'Eskom Afrique du Sud, qui prévoit d'ordonner un total de 598 MW à partir de deux centrales – Station Thermale de Komati et une Centrale de Co-Génération de Gaz.

ENE de l'Angola fournira 120 MW à partir de ses deux centrales hydrologiques à Gove et Lobito, tandis que Zesco de la Zambie ajoutera 15 MW à partir de la centrale hydrologique de Kariba Nord.

L'année dernière, le SAPP était capable d'ajouter un total de 2 187 MW contre un objectif prévu de 2 400 MW.

Les Ministres ont déclaré que des discussions supplémentaires sont nécessaires sur le Projet d'Énergie du Corridor Quest (Westcor), aujourd'hui terminé.

“Nous exhortons la République Démocratique du Congo à faciliter la tenue d'une session des officiels supérieurs de Westcor afin de discuter du développement d'un nouveau projet avec un nouveau mandat, basé sur l'exploration possible de plans alternatifs.”

Le projet Westcor fut initié il y a quelques années afin de développer le projet d'énergie Inga III en RDC, mais fut terminé lorsqu'un autre investisseur s'est engagé dans la tâche.

La prochaine session des Ministres de la SADC responsables de l'Énergie est prévue pour 2011 à Gaborone, Botswana. □

Le Conseil des Ministres de la SADC parle agriculture, sécurité alimentaire et changement climatique

LA RÉGION de l'Afrique Australe accuse un surplus alimentaire pour cette année commerciale malgré l'acuité de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

Quelque 3,26 millions de personnes demeurent vulnérables malgré une amélioration générale dans la production de céréale.

La situation de la sécurité alimentaire pour l'année commerciale finissant en mars 2010 montre un surplus régional de céréale de 476 000 tonnes comparé au déficit de 1,78 million de tonnes durant l'année précédente.

Le Conseil des Ministres de la SADC rassemblés à Kinshasa, République Démocratique du Congo, à la fin du mois de février a reçu ce rapport des Ministres Responsables de l'Agriculture, des Ressources Alimentaires et Naturelles.

Le Conseil a remarqué que, malgré une bonne pluviométrie dans certaines parties de la région, des zones de pluies médiocres ont été enregistrées dans d'autres parties telles que la moitié sud-est de la région, d'où des conditions difficiles pour la récolte et dans certains cas, une récolte perdue.

Les régions affectées sont le sud de Madagascar, le sud et le centre du Mozambique, l'est du Botswana, le sud du Zimbabwe, l'extrême sud du Malawi, le sud du Lesotho, et la moitié sud de l'Afrique du Sud.

Le Conseil a exhorté des États Membres à superviser attentivement le développement de la situation pluviométrique, et de prendre des mesures afin de mitiger les effets négatifs du changement climatique et d'éviter la faim et la malnutrition.

Ces mesures devraient inclure la promotion de production de culture non céréalière telle que la cassave, le plantain et autres aliments traditionnels nutritifs.

Le Conseil a approuvé l'établissement du Centre pour la

Coordination de la Recherche et du Développement Agricole pour l'Afrique Australe (CCARDESA) afin de coordonner la recherche agricole, la technologie de génération et la dissémination de recherche d'information.

L'établissement d'une organisation sous-régionale pour cet objectif fait partie de la mise en oeuvre du Programme de Productivité Agricole Multipays de la SADC (MAPP) dont l'objectif est de promouvoir la production et la productivité agricole qui visent à réduire l'insécurité alimentaire dans la région.

Les Ministres de la SADC ont également débattu sur le changement climatique et l'échec à atteindre un consensus global lors de la 15^{ème} Conférence des Parties (COP 15) du Cadre de Convention de l'ONU sur le Changement Climatique tenue au Danemark en Décembre 2009.

Le Conseil a exhorté les ministres sectoriels concernés à développer une Stratégie SADC compréhensive sur le Changement Climatique, avec l'assistance du Secrétariat, en préparation du sommet COP 16 prévu à Mexico en décembre 2010.

Concernant la problématique des sexes, le Conseil a pris note des efforts de mobilisation de fonds pour des projets relatifs à la violence basée sur le sexe, en particulier dans les zones de conflit et après-conflit, et de faciliter l'intégration de la parité des sexes dans la conciliation, le maintien de la paix et la reconstruction et réhabilitation après-conflit.

Le Programme SADC pour l'Habilitation Économique des Femmes est renforcé, surtout en ce qui concerne le renforcement de capacité, les programmes d'échange, les initiatives de renforcement de synergie pour les femmes dans les États Membres.

Le Conseil a également discuté, entre autre, de la suspen-

sion du Projet d'Énergie du Corridor Ouest (Westcor), dont le but était de développer le projet d'énergie Inga III en RDC, et le développement alternatif d'un nouveau projet dont le mandat est d'exploiter des plans alternatifs.

La Conférence Consultative 2010 de la SADC aura lieu au Lesotho en octobre sous le thème "Crise Globale Économique et Financière: Impact sur et Leçons pour l'Intégration Économique Régionale de la SADC".

La conférence de deux jours a lieu tous les deux ans en tant que forum pour consultation par les États Membres de la SADC avec des partenaires coopérants internationaux et la société civile.

L'objectif de la Conférence Consultative 2010 est d'établir l'impact de la crise globale

financière et économique sur la région SADC, et de déterminer les réponses.

Le Conseil a également approuvé le Plan Commercial d'Entreprise 2010/11 et le budget pour la mise en oeuvre du programme prioritaire de la SADC conforme au Plan Stratégique SADC Indicatif de Développement Régional et au Plan Stratégique Indicatif pour l'Organe.

Le budget SADC approuvé pour 2010/11 se monte à un peu plus de US\$66 millions, desquels 44 pour cent proviendront des contributions annuelles des États Membres et 55 pour cent à partir d'accords financiers avec les partenaires au développement. Les un pour cent restant du budget seront financés par d'autres sources telles que les intérêts bancaires. □

Mouvement de personne et de produits à travers les frontières

LE CONSEIL SADC des Ministres a discuté des préparations pour une Union Douanière SADC et a conclu que le calendrier 2010 pour l'établissement de l'union douanière est impossible, malgré le travail substantiel effectué par les groupes de travail technique, et que beaucoup reste à faire.

En ce qui concerne la Zone de Libre Échange SADC, le Conseil a exhorté les États Membres à finaliser les tâches restantes de manière à maximiser les bénéfices accumulés, et promettre de travailler simultanément vers l'établissement de la Zone de Libre Échange COMESA-EAC-SADC tout en accélérant les efforts vers l'établissement de l'Union Douanière.

Pour ce qui est du mouvement de personne à travers les frontières, le Conseil a noté que des progrès importants ont été effectués afin de mettre en place un visa - entrée simple dans la région SADC pour des citoyens non-SADC contrairement à la situation actuelle lorsqu'un visiteur obtient des visas séparées par chaque États Membres.

La première phase de ce processus vers un Univisa, comprenant les modalités de partage de revenu, fut complétée en décembre 2009. La seconde phase commençant en mars 2010 implique le développement et l'acquisition de logiciel pour cinq États Membres et le Secrétariat pour leur participation dans une Étude Pilote et une mise en application.

En ce qui concerne les suspensions de visa pour le mouvement de nationaux entre les États Membres, le Conseil a pris note du statut nettement amélioré d'exemption de visa avec seulement trois pays ayant encore à conclure les conditions préalables d'exemptions de visa avec les 12 autres États Membres. □

Projet de semence pour relancer la sécurité alimentaire régionale

LE LANCEMENT d'un projet de quatre ans pour soutenir le Système Harmonisé de Règlementation des Semences est supposé aider à revigorer la sécurité alimentaire régionale en Afrique Australe.

Le Réseau d'Analyse de Politique sur l'Alimentation, l'Agriculture et les Ressources Naturelles (FANRPAN) a annoncé les US\$4,1 millions d'assistance en février sous la

supervision de l'Agence Suisse pour le Développement et la Coopération.

Ceci fait suite à un Protocole d'Accord pour la mise en place du Système Harmonisé de Règlementation des Semences par les Ministres responsables de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire à Kinshasa, République Démocratique du Congo, en février.

Le Système Harmonisé de Règlementation des Semences de la SADC vise entre autre à améliorer le commerce de semences et d'accroître la disponibilité de semence de qualité supérieure pour les exploitants agricoles de la région.

Le système facilite une circulation plus facile des semences entre les pays de la SADC et fera que davantage de variétés de semences seront disponibles à travers la région. Il cherche aussi à intégrer les



Les semences et les cultures de céréales sont supposées revigorer le commerce régional

petits marchés nationaux de semence en un grand marché de la SADC.

Le système a été développé à travers un processus consultatif et représente une réponse directe des États Membres à la faible disponibilité et à l'accès limité par les exploitants agricoles dans la région aux intrants agricoles essentiels.

FANRPAN explique que son projet de quatre ans se concentrerait donc sur les petits exploitants qui ont des ressources limitées et des difficultés pour trouver des

semences de qualité supérieure.

L'objectif général du projet est de contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté à travers une sécurité accrue des semences et une meilleure préparation à une catastrophe dans la région de la SADC.

Une attention spéciale serait mise au niveau national d'exécution avec FANRPAN positionnant ses partenariats et développant le projet dans la région afin d'inclure le COMESA, la Communauté de l'Afrique de l'Est, et le continent par le biais de l'Union Africaine.

FANRPAN annonce qu'il pilote le projet dans quatre pays – Malawi, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

La libéralisation du commerce de semence a pour but de profiter aux petits exploitants agricoles africains en améliorant la disponibilité, l'accès et rentabilité des semences. □

Le Mozambique exportera du riz d'ici 2015

LE MOZAMBIQUE pourrait devenir un exportateur de céréale d'ici 2015, lorsque le pays sera parvenu à l'auto-suffisance alimentaire, explique un officiel du gouvernement.

Un conseiller supérieur au Ministère de l'Agriculture, Ventura Macamo, confirme que le Mozambique a la capacité de relancer la production suite à des engagements récents par le Japon et le Brésil qui fourniront une assistance technique et financière.

"Le gouvernement aimerait mettre fin au déficit dans la production de riz," affirme Macamo. "Nous croyons que cinq ans de bon investissement peuvent probablement contribuer à l'auto-suffisance du pays."

Le Mozambique consomme environ 500 000 tonnes de riz, mais produit seulement 260 000 tonnes et dépend sur les imports pour combler le manque.

Les exports du Mozambique pourraient accroître la compétition dans le monde du marché du riz, actuellement dominé par la Thaïlande et le Vietnam, en plus d'aider à éradiquer la pauvreté et la malnutrition en Afrique Australe et sur le continent africain.

Le Japon et le Brésil ont récemment amorcé un projet qui vise à transformer la savane tropicale du Mozambique en terre agricole. (Macauhub) □

Ralentissement du rythme global de déforestation: FAO

POUR LA première fois le rythme mondial de déforestation a ralenti, selon un rapport récent publié par l'Organisation de l'ONU sur l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

Le rapport de la FAO confirme que sur une superficie forestière totale de quatre milliards d'hectares, le monde a perdu 13 millions d'hectares de forêts par an entre 2000 et 2010 une baisse par rapport aux 16 millions par an durant la période 1990-2000.

"Pour la première fois nous pouvons prouver que le taux de déforestation a globalement diminué grâce aux efforts concertés pris au niveau local et international," explique Eduardo Rojas, directeur général adjoint de la FAO.

"De nouvelles forêts sont créées, soit par l'expansion de forêts ou soit plus rapidement en plantant des arbres."

Les forêts plantées comptent désormais pour environ sept pour cent des forêts globales, indique le rapport. Sur la période de 10 ans, l'Asie "a enregistré un gain net d'environ 2,2 millions d'hectares annuellement durant la récente décennie, principalement grâce aux programmes à grande échelle d'afforestation en Chine, Inde et Vietnam.

Cependant, Rojas signala que "le taux de déforestation est encore très élevé dans nombre de pays et les zones de forêt primaire -- forêts non perturbées par l'activité humaine -- continuent de décroître."

Les plus grosses pertes annuelles furent enregistrées en Amérique du Sud, qui a perdu quatre millions d'hectares, et en Afrique, qui a perdu 3,4 millions d'hectares.

La zone forestière demeure stable en Amérique du Nord et

en Amérique Centrale, tandis qu'en Europe elle continue de s'étendre, bien que plus lentement que par le passé. La FAO souligne également le fait que le ralentissement contribue à la réduction d'émissions de carbone. □



Le taux global de déforestation est en déclin

La Zambie conclue une transaction d'investissement de US\$ 3,5 milliards

LA ZAMBIE a signé un Accord de US\$3,6 milliards pour la Promotion et la Protection de l'investissement (IPPA) avec une compagnie privée d'exploitation minière Chinoise.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie Felix Mutati a signé un accord au nom du gouvernement zambien tandis que le président du groupe d'exploitation minière Zhongui, Yaohui Wang, a signé avec le gouvernement.

Prenant la parole pendant la cérémonie de signature, Mutati explique que le gouvernement demeurera engagé afin d'attirer



Quelques minéraux de la Zambie: le cuivre et l'or

plus d'Investissement Étranger Direct (IED) dans le pays.

Il explique que c'est pourquoi le gouvernement vise à augmenter l'investissement en se concentrant sur l'investissement Sud-Sud qui

inclue des pays comme l'Inde, la Chine et ceux du Moyen-Orient.

Il explique que la Zambie devrait attirer plus d'investissement chinois puisqu'il est le plus gros investisseur en particulier dans des pays tels que le Royaume Uni et les États Unis d'Amérique.

Le Ministre a ajouté que US\$3,6 milliards d'investissement iront loin dans la création d'emplois supplémentaires pour les locaux ainsi que de relancer le développement national.

Il a félicité la compagnie chinoise pour sa démonstration de confiance en investissant en

Zambie alors que nombre d'entreprises dans le monde réduisent les investissements et d'autres ont dû licencier des ouvriers.

Mutati remarqua de plus que le gouvernement s'est depuis embarqué dans certaines réformes afin d'aborder les problèmes auxquels les investisseurs, engagés dans des activités d'entreprise dans le pays, sont confrontés.

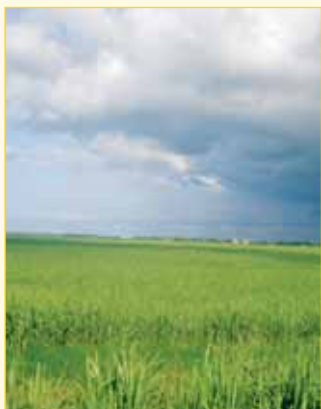
Zhougui a loué le gouvernement d'avoir approuvé l'IPPA, ajoutant que cela attirerait plus de firmes chinoises dans le pays.

Il précisa que la compagnie se concentrerait sur le cuivre et autres minéraux et installerait des firmes dans les provinces du Nord Ouest et du Copperbelt. (ZANIS) □

Prévision d'expansion économique au Mozambique

LE GOUVERNEMENT mozambicain a fixé objectif pour la croissance économique cette année de 6,2 pour cent, assez similaire au 6,1 pour cent de taux croissance enregistré en 2009.

Introduisant le Plan 2010 Économique et Social au parlement du Mozambique, Assemblée de la République, le Premier Ministre Aires Ali explique que le pays devrait exporter des produits d'une valeur de \$2,142 milliards, ce qui constituerait dix pour cent d'augmentation par rapport au chiffre de 2009.



L'agriculture vise à contribuer au développement de l'économie au Mozambique en 2010.

L'objectif du gouvernement est de restreindre la moyenne de l'inflation annuelle à moins de 9,5 pour cent.

L'inflation en 2009 était de 3,3 pour cent, le taux le plus bas depuis le début en 1987 de la transition d'une économie planifiée vers une économie de marché. Cependant, ce chiffre bas était en partie dû à la subvention sur le carburant qui a indexé les tarifs du carburant au niveau de celle de mars 2009.

La subvention sur le carburant a été éliminée, et le gouvernement a également dégelé les tarifs de l'eau et de l'électricité. Néanmoins, Ali ne pense pas que cela devrait causer une inflation galopante.

La croissance en 2010 dépendra lourdement de l'agriculture. L'objectif étant pour une croissance dans la production agricole de 11,9 pour cent – mais ce chiffre semble déjà compromis en raison de la sécheresse qui a affecté de vastes régions au sud et au centre du Mozambique.

Les industries minières constituent l'autre domaine important de croissance.

L'objectif ici est un bond de 41,7 pour cent. Ceci est basé sur une exploitation accrue du gaz naturel, une plus grande production de minerais titanium à partir des sables riches en minéraux de Moma dans la province de Nampula, et le début d'opérations d'extraction de charbon à grande échelle dans la province de Tete.

La production d'électricité est prévue pour une hausse de

13,9 pour cent, le transport et les communications de 9,2 pour cent (largement dû à la reconstruction de la ligne ferroviaire de Sena entre Beira et le bassin de charbon de Moatize), les services du gouvernement de 11,9 pour cent, et le commerce de 7,4 pour cent.

La hausse de l'industrie est anticipée à 3,4 pour cent, les pêcheries à 4,1 pour cent, et la construction à 4,1 pour cent. □

Les indicateurs économiques demeurent stables en Angola

SUITE À l'expansion du secteur non-pétrolier, les indicateurs économiques angolais sont restés stables en 2009, avec un taux réel de croissance de 2,7 pour cent.

Cette information est contenue dans un rapport sur l'application des mesures principales de gestion macro-économique et structurelle durant l'année.

Approuvé en mars par la Commission Permanente du Conseil du Cabinet, le rapport indique que le secteur pétrolier a souffert une contraction de 5,1 pour cent.

L'inflation accumulée en 2009 était de 13,9 pour cent (légèrement au dessus des 12,5 pour cent prévu) et a enregistré une dépréciation accumulée de la devise nationale de 19 pour cent sur le marché officiel de Luanda.

La Commission Permanente a approuvé un programme pour les mesures principales de gestion macro-économique et structurelle pour cette année, et sa programmation exécutive macro-économique, y compris la programmation financière du Trésor pour le deuxième trimestre 2010. (AngolaPress) □



Kavango-Zambezi pourrait devenir le plus grand parc transfrontalier du monde

UNE NOUVELLE zone de préservation s'étendant sur cinq pays de l'Afrique Australe deviendra le plus grand parc transfrontalier du monde.

Situé dans les bassins de l'Okavango et du fleuve du Zambèze où les frontières de l'Angola, Botswana, Namibie, Zambie et Zimbabwe convergent, la Zone de Préservation Transfrontière Kavango-Zambezi (KAZA TFCA) couvre une superficie de quelques 287 000 kilomètres carrés.

Dès son instauration, il inclura un total de 36 zones protégées y compris les parcs nationaux, les réserves d'animaux, les administrations communautaires et les zones de gestion de la faune.

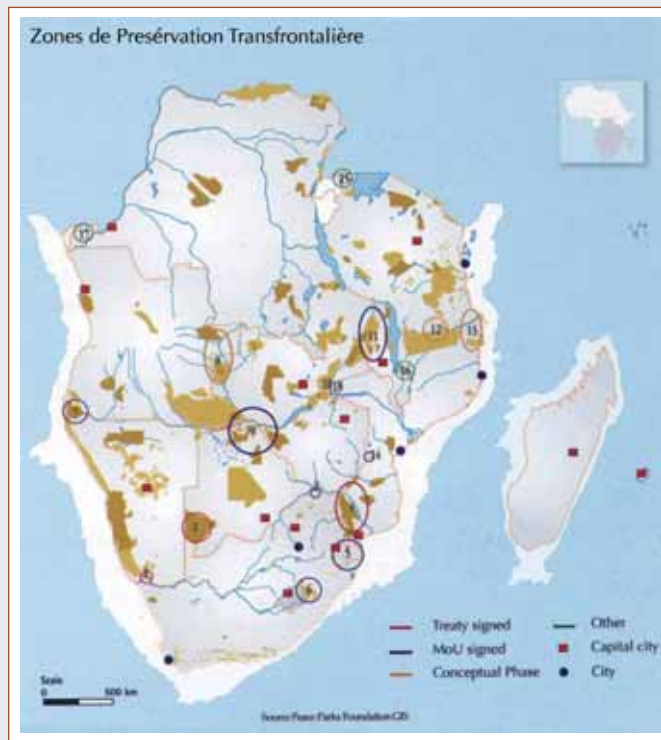
La zone se targue de nombreuses attractions telles que les Chutes Victoria sur le fleuve du Zambèze entre la Zambie et le Zimbabwe, les peintures rupestres de San Rock au Botswana, et l'énorme population animale de la région.

Cette forte concentration d'attractions est supposée créer un assortiment d'opportunités touristiques complètement nouveau en Afrique Australe mais présente également des opportunités pour le développement socio-économique dans la région de la SADC et une intégration plus intense entre les États Membres.

La signature par le Zimbabwe de ce Plan de Développement Intégré (IDP) a signalé une autre étape importante vers la création du KAZA TFCA.

Afin de garantir que le projet devienne une réalité, les cinq pays ont été activement engagés dans des consultations visant à établir une fondation solide pour le KAZA TFCA.

La première phase importante fut initiée en décembre 2006 lorsque les Ministres responsables du Tourisme et des Ressources Naturelles se sont réunis aux Chutes Victoria, Zimbabwe afin de signer un Protocole d'Accord sans précédent visant à



développer la zone de préservation.

Il était donc attendu de chaque pays participant qu'il développe ses composantes propres du plan de développement intégré afin de garantir une bonne exécution du projet.

L'IDP sert à résumer les besoins et les attentes des participants dans chaque pays.

Il forme également la base de soutien que les agences principales telles que les services de gestion des parcs et de la faune/flore fourniraient dans le but de réaliser les objectifs du TFCA.

En tant que vaste document de directive stratégique, l'IDP pourrait être utilisé comme référence pour des initiatives détaillées de planification de préservation pour les parcs nationaux, les zones de safari, les zones forestières, et les zones communales.

La Zambie était le premier pays à développer sa composante de l'IDP en juin 2008. Le Zimbabwe a complété son IDP en février 2010, le

plaçant en deuxième position. Le Ministre Zimbabween de l'Environnement et des Ressources Naturelles, Francis Nhema, annonce que les pays restants sont supposés bientôt compléter leur IDP, ajoutant que l'Angola a fait des progrès importants à cet égard.

Les IDPs du Botswana et de la Namibie suivront, pavant ainsi la voie pour un plan de développement intégré pour toute la région avant la

signature d'un traité international par les cinq présidents et éventuellement l'ouverture officielle du parc.

Nhema annonce que dans quelques mois afin d'instaurer officiellement le KAZA TFCA les cinq présidents sont attendus pour apposer leurs signatures au traité.

Il explique que l'instauration des zones de préservation transfrontalier devrait garantir que les opportunités dans la région se complètent entre elles, ajoutant que lorsque de telles attractions sont commercialisées dans le cadre d'une destination d'éco-tourisme régionale commune, elles font de loin une option plus attirante pour les touristes potentiels internes et externes à la région qui recherchent un éventail d'opportunités et d'expériences.

L'établissement du KAZA TFCA est supposé être un nouveau jalon pour l'Afrique Australe afin de renforcer les projets régionaux et de promouvoir davantage de parcs transfrontaliers dans la région.

D'autres parcs transfrontalier déjà établis incluent le TFCA du Grand Limpopo qui couvre le Mozambique, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe; le TFCA de la Forêt de Maiombe qui implique l'Angola, le Congo et la République Démocratique du Congo; et les Plaines Liuwa/Mussuma, qui incluent l'Angola et la Zambie. □

L'Angola vise à améliorer le réseau routier d'ici 2011

LE TRAFIC routier à Luanda est supposé être amélioré d'ici la seconde moitié de 2011, avec la conclusion d'un programme de restructuration des routes tertiaires de la capitale du pays en cours depuis 2007.

Le Secrétaire d'État pour la Construction Joanes André a révélé ce fait durant la visite d'évaluation du département des infrastructures routières.

Il a précisé que les routes à réparer incluent Luanda/Viana, Cacuaco/Viana, Luanda/Kifangondo et Refinaria de Luanda ainsi que d'autres projets de construction. L'Angola a durant les récentes années été engagé dans la reconstruction nationale suite au long épisode de guerre civile qui s'est terminé en 2002. (AngolaPress) □

CITES rejète l'extension de l'embargo sur le commerce de l'ivoire

par Eglina Tauya

L'AFRIQUE DU Sud est intervenue avec succès contre la proposition du Kenya et de certains autres pays de l'Afrique Centrale et Orientale de prolonger la période d'interdiction du commerce de l'ivoire de neuf à 20 ans.

La 15^{ième} Conférence des Parties (COP) à la Convention sur le Commerce des Espèces en Voie d'Extinction, tenue à Doha, Qatar, a rejeté une proposition par le groupe mené par le Kenya concernant les populations d'éléphants africains au Botswana, Namibie, Afrique du Sud et Zimbabwe.

Le groupe a proposé qu'aucunes propositions supplémentaires concernant le commerce de produits dérivés d'éléphants africains, y compris les propositions de délistier les populations éléphantines de l'Annexe I à l'Annexe II, ne soient soumises à la COP pour la période à partir de la COP 14 et se terminant 20 ans à partir de la date de l'unique dernière vente d'ivoire qui a eu lieu en novembre 2008.

Les espèces de l'Annexe I sont celles menacées d'extinction, et sont ou peuvent être affectées par le commerce international, alors que les espèces de l'Annexe II ne sont pas nécessairement menacées, mais peuvent le devenir à moins que le commerce international ne fasse l'objet de strictes réglementations.

Si la proposition était passée cela aurait pu signifier une prolongation de la période afin de considérer la possibilité d'un prochain négoce d'ivoire de 2017 à 2028.

CITES a auparavant permis au Botswana, Namibie, Afrique du Sud et Zimbabwe de vendre quelques stocks d'ivoire au Japon, en 1997, 2002 et 2008.

Pour ces pays, il pourrait être de plus en plus difficile d'entreprendre des efforts de préservation au cas où une prolongation du moratorium

était imposée parce que les populations actuelles d'éléphant excèdent de beaucoup la capacité de ces pays.

Par exemple, selon l'Autorité de Gestion des Parcs et de la Faune du Zimbabwe, le pays a 100 000 éléphants alors que sa capacité est de 45 000.

Une autre proposition par le Kenya et ses alliés pour l'élimination d'un paragraphe dans les Annexes de CITES permettant le commerce de sculptures d'ivoire individuellement poinçonnées et certifiées incorporées dans la bijouterie pour objectifs non-commerciaux pour la Namibie et le Zimbabwe, fut également rejetée.

L'interdiction signifierait que la valeur de l'ivoire contenue dans les stocks des pays se détériorerait progressivement, alors que les coûts d'entretien continuent d'augmenter.

Des propositions séparées par la République Unifiée de la Tanzanie et la Zambie pour délistier leurs éléphants de l'Annexe I à l'Annexe II furent toutes deux rejetées.

Les stocks d'ivoire que les deux nations voulaient vendre proviennent de morts naturelles ou de l'élimination contrôlée d'animaux à problème.

La Tanzanie demandait à vendre presque 90 000 kg d'ivoire qui aurait pu générer jusqu'à US\$20 millions de revenu.

Sa proposition soulignait que selon une étude en 2007, la population éléphantine en Tanzanie a augmenté d'environ 55 000 en 1989 à presque 137 000.

La Zambie voulait vendre 21 700 kg d'ivoire d'une valeur allant de US\$4 millions à US\$8 millions.

Elle a retiré une requête pour la vente de l'ivoire et a offert un compromis afin de permettre un commerce régularisé de parties d'éléphants excluant l'ivoire – une première étape vers des ventes futures de défense d'éléphant.

Les deux pays ont argumenté que leurs populations d'éléphant ont atteint la limite où ils piétinent les cultures et tuent des être humains en plus de détruire les habitats d'autres animaux.

Ils ajoutèrent que l'interdiction de vendre leurs stocks contribueraient à augmenter la colère ressentie envers les bêtes, qui sont de plus en plus considérées comme un danger par les communautés affectées.

Cependant, la raison du rejet des deux propositions était l'inquiétude parmi de nombreux délégués et environnementalistes que les ventes pourraient exacerber un problème de braconnage qui selon certains est à son point culminant depuis le banissement de l'ivoire en 1989.

On assume que certains pays réétiquettaient secrètement des défenses d'ivoire braconnées comme provenant de "mort naturelle" afin d'en faciliter la vente, un comportement en contravention directe des règles de CITES.

Les environnementalistes se réjouissent de la décision, qui a été prise le jour même où les pays ont convenu d'un plan de préservation pour les rhinocéros africains et asiatiques.

La proposition présentée par le Kenya pour renforcer la résolution de stopper le commerce illégal des parties et produits dérivés de rhino, était soutenue par les pays de l'Afrique Australe y compris le Botswana, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Zambie, et le Zimbabwe.

Les pays dont les citoyens sont impliqués dans le commerce illégal de cornes de rhino ont assuré la conférence de leur engagement pour stopper le commerce de corne de rhino et ont convenu de présenter un rapport sur leurs efforts lors de conférences à venir afin de stopper le commerce illégal de parties de rhino.



Le commerce de l'ivoire peut être une menace pour les populations d'éléphant

Les délégués ont convenu de se concentrer sur le renforcement de la loi de mise en vigueur, la formation de gardes, une meilleure surveillance des frontières, le renforcement de la supervision des rhinos et des campagnes de sensibilisation dans les pays consommateurs.

Actuellement la population de rhino noir est estimée à 4 200, et celle des rhinos blancs à 17 000, a noté la conférence.

Les rhinos sont braconnés pour leurs cornes, surtout pour l'usage de médecine traditionnelle dans certaines communautés d'Asie et du Moyen-Orient.

CITES est un accord international entre gouvernements dont le but est d'assurer que le commerce international des espèces d'animaux et de plantes sauvages ne menace pas leur survie.

Il fut négocié en 1973 lorsque l'on se rendit compte que le commerce international de produits provenant de la faune et de la flore pouvaient mener à la sur-exploitation de certaines espèces, les menaçant donc d'extinction.

La 15^{ième} session de la Conférence des Parties à la Convention a eu lieu du 13 au 25 mars. La prochaine conférence, COP 16, est prévue pour 2013 en Thaïlande. □

FIFA 2010 Finale de la Coupe du Monde de

Le Pouvoir au football

Le gouvernement sud-africain affirme: "pas de blackouts pendant les finales mondiale de football"

LE PRÉSIDENT adjoint-sud africain, Kgalema Motlanthe, a garanti qu'il n'y aurait pas de coupure d'électricité durant les finales 2010 de la Coupe du Monde de Football.

L'Afrique du Sud a récemment souffert de sévères coupures de courant, surtout celles du début de 2008 qui ont sévèrement affecté l'industrie minière, mais Motlanthe est confiant que les ampoules resteront allumées durant la première Coupe du Monde de l'Afrique en juin-juillet, une

période qui coïncide avec la demande maximum d'électricité en hiver.

Répondant aux questions lors du Conseil National des Provinces, Motlanthe annonce qu'Eskom a assuré le gouvernement et FIFA qu'il n'y aurait pas d'interruptions d'électricité.

Motlanthe affirme qu'il a toute confiance dans les mesures déjà prises à travers le pays qui permettront la gestion de la demande en électricité durant l'évènement.

Il annonça aux MPs que les réserves de charbon ont été renflouées et le programme d'entretien d'été fonctionne bien. "Tous les stades seront munis de générateurs au diesel. Le réseau d'électricité servira de soutien," confirme Motlanthe.

"Nous sommes conscients que ces instruments, entre autres, permettront au pays de gérer la demande de consommation d'électricité durant la période maximale d'hiver qui coïncide avec l'accueil de la Coupe du Monde 2010." (sa2010.gov.za) □



La Zambie fournira de l'électricité aux finales 2010

LA ZAMBIE a accepté de fournir de l'électricité supplémentaire à l'Afrique du Sud afin d'aider à éviter des perturbations durant la Coupe du Monde 2010 de Football, annonce le service publique national.

Ceci en accord avec une décision régionale faite par les Ministres de la SADC responsables de l'énergie durant leur session en 2009 afin de fournir un surplus d'électricité à l'Afrique du Sud durant les finales prévues pour juin-juillet.

Le Président Directeur Général par interim de ZESCO, Cyprian Chitundu, a déclaré à la télévision nationale ZNBC que la Zambie approvisionnerait l'Afrique du Sud en électricité et que la quantité dépendra de la capacité de surplus de la Zambie ainsi que de la demande de l'Afrique du Sud.

"Nous nous soutenons l'un l'autre avec l'Afrique du Sud (et) le fait est que lorsqu'ils auront besoin d'électricité, nous pourrons la leur fournir," explique Chitundu.

"Mais je me rends compte également que nous sommes limités, et par conséquent, nous leur

fourniront de l'électricité aux heures creuses lorsque nous n'avons pas besoin de beaucoup d'énergie électrique."

Il ajouta que la décision d'exporter de l'électricité vers la plus grosse économie de l'Afrique résulte d'une récente réunion tenue entre les deux pays.

"Pendant cette réunion, nous leurs avons montré notre engagement dans notre capacité à leur offrir notre soutien," dit-il.

La Zambie génère environ 1 400 Megawatts (MW) d'électricité et consomme une

moyenne approximative de 800 MW mais la demande monte jusqu'à 1 500 MW aux heures de pointe.

L'Afrique du Sud, comme la plupart des pays de l'Afrique Australe, est confrontée aux pénuries d'énergie, et ce depuis 2007. Cependant, la région SADC par le biais du Pool d'Énergie de l'Afrique Australe a résolu de venir en aide avec un approvisionnement supplémentaire afin d'assurer le succès de cet important évènement. □

Visa Commun pour six pays de la SADC

UN GROUPE de six États Membres de la SADC ont pris des mesures pour introduire un seul visa aux visiteurs externes à la région venant pour les finales de la Coupe du Monde de Football en Afrique du Sud.

Selon le Secrétaire Permanent du Ministère du Tourisme du Mozambique, Fernanda Matsinha, le visa unique sera la phase pilote de l'Univisa SADC couvrant initialement le Botswana, le Mozambique, la Namibie,

l'Afrique du Sud, le Swaziland et le Zimbabwe.

Le visa sera introduit d'ici juin, afin que les touristes visitant l'Afrique du Sud pour la Coupe du Monde de Football puissent en profiter pour visiter les états voisins.

L'Univisa vise les touristes en provenance de l'Europe et des États Unis, leur offrant une plus grande marge quant aux dates d'entrée et de sortie dans chacun des pays participant dans cet arrangement. (AIM) □



Le Football, ici, sur le sol africain



L'Afrique Australe contaminée par la fièvre de la Coupe du Monde

LA RÉCENTE remise du nouveau Stade Soccer City au maire de Johannesburg prouve sans l'ombre d'un doute que l'Afrique du Sud est prête à accueillir les finales de la Coupe du Monde de Football FIFA 2010 qui commencent le 11 juin.

Le dessin de la calebasse iconique du stade d'une valeur de R3.2 milliards est le lieu de la cérémonie d'ouverture ainsi que des matchs d'ouverture et de clôture des finales de la Coupe du Monde 2010.

FIFA: Les stades seront pleins

LE CONSEIL de direction du monde du football prévoit une foule de spectateurs d'environ 95-97 pour cent pour la Coupe du Monde de Football FIFA 2010 – similaire aux statistiques atteintes en Allemagne en 2006.

FIFA est également confiante que plus de 300 000 tickets restant pour le tournoi seront vendus avant la date d'envoi le 11 juin.

S'adressant au média à Zurich, le président de la FIFA

Avec une capacité de plus de 90 000, le stade est classé comme meilleur en Afrique et rivalise avec ce qu'il y a de mieux au monde.

La construction du stade indique que son achèvement prouve l'erreur des critiques, et l'Afrique du Sud est désormais prête à accueillir des millions de supporters du football dont la présence est prévue pour les finales mondiales du football.

"Comme une calebasse africaine qui préserve bien les

aliments et les boissons, ce stade inspiré d'une calebasse contiendra en toute sécurité presque 90 000 supporters qui assisteront au match d'ouverture de la Coupe du Monde," annonce Roger Jardine, Président Directeur Général du Groupe Aveng, la compagnie qui a construit le stade.

Selon la commission d'organisation 2010, le stade accueillera à partir d'avril un nombre d'évènements test, y compris une série de matches amicaux internationaux mettant en vedette l'Afrique du Sud.

En plus des matches d'ouverture et de clôture de la

Coupe du Monde, il est prévu que Soccer City accueille au moins cinq matches de première manche, un match de deuxième manche et les quarts de finale.

Afin de garantir que le stade ne devienne un éléphant blanc après la Coupe du Monde, la municipalité de Johannesburg a désigné la compagnie - National Stadium South Africa - pour le gérer.

La compagnie dirigera des programmes communautaires sur le VIH et SIDA, la restauration, la gestion de sécurité et l'intendance du stade. □

Spectaculaire concert musical pour le lancement de la Coupe du Monde

IL EST prévu que des artistes primés comptant Alicia Keys, Black Eyed Peas, John Legend et Shakira partagent la scène lors du concert de célébration de la Coupe du Monde de Football FIFA 2010 le 10 juin, qui est annoncé comme le plus grand spectacle en Afrique.

D'autres artistes seront sur scène au Stade Orlando à Soweto à la veille du lancement des finales de football y compris des artistes africains bien connus Amadou et Mariam, Angélique Kidjo et Vusi Mahlasela. Le spectacle mettra en vedette des légendes et des célébrités du football.

L'évènement musical historique est supposé avoir une capacité de 30 000 personnes dans le stade et sera diffusé pour des millions à travers le globe.

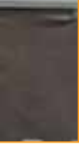
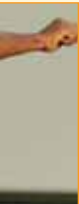
Le Secrétaire Général de FIFA, Jérôme Valcke, confirme leur enthousiasme d'avoir un concert de cette magnitude avec des musiciens talentueux participant au lancement de la Première Coupe du Monde de Football en Afrique.

"C'est un testament du pouvoir universel et unifiant du football et de la musique, et la compétition commencera sur une note positive de célébration," dit-il.

FIFA a sélectionné Kevin Wall producteur primé et sa compagnie Control Room pour organiser et produire le concert.

Control Room a organisé certains des évènements mondiaux les plus ambitieux et les plus complexes, tels que Live Earth 2007, qui a mis en vedette 150 artistes se produisant sur sept continents en 24 heures afin de sensibiliser sur le changement climatique.

Toutes les recettes seront versées à "20 Centres pour 2010", campagne officielle de la Coupe du Monde FIFA 2010, dont le but est de parvenir à un changement social positif par le biais du football en construisant des centres à travers l'Afrique qui offrent de l'éducation, des services de santé et l'apprentissage du football pour les communautés désavantagées. (BuaNews) □



Les companies de pétrole de la SADC doivent collaborer afin de garantir un approvisionnement stable en carburant

LE DÉPARTEMENT sud-africain de l'énergie a exhorté les companies nationales de pétrole en Afrique Australe de collaborer pour garantir la sécurité des approvisionnements en carburant dans la région malgré le retrait de grosses companies pétrolières de certains pays.

Les décisions de BP et Shell de se retirer du marketing et des marchés en détail dans certains pays ont ouvert des opportunités pour que les companies nationales de pétrole émergent en tant que participants clés dans l'activité en aval qui inclut la vente et la distribution de produits pétroliers raffinés.

Il y a eu un transfert par certaines compagnies pétrolières du secteur à faible marge en aval à l'activité plus lucrative en amont, qui comprend la récupération et la production de pétrole brut.

Au début du mois, BP a annoncé son intention de vendre des entreprises de marketing au Botswana, Malawi, Namibie, Tanzanie et Zambie.

La compagnie a décidé de retenir des éléments actifs au Mozambique et en Afrique du Sud. Shell a cédé ses éléments actifs dans plusieurs pays d'Afrique.

Prenant la parole lors d'une récente conférence sur le pétrole et le gaz à la Ville du Cap, le Directeur-Général de l'Afrique du Sud au ministère de l'énergie, Nelisiwe Magubane, expliqua que la cession des compagnies a de sérieuses implications pour l'Afrique Australe.

"Ce n'est peut-être pas le moment pour nos companies nationales pétrolières telles que notre propre PetroSA et Sonangol (compagnie nationale pétrolière de l'Angola) de collaborer et examiner les approches régionales à ces problèmes?" expliqua-t-elle.

"Ce n'est pas l'action adéquate à prendre de manière à assurer que la sécurité de

l'approvisionnement de la région soit en effet garanti malgré le coup écrasant qui est infligé par ces retraits?

"Nous, en tant que région, devons commencer à examiner l'infrastructure régionale du pétrole et du gaz qui va au-delà de nos frontières."

Magubane ajoute qu'il serait peut-être prudent de construire une infrastructure régionale de pipelines de pétrole et de gaz de manière à réduire l'effet du mouvement des gros poids lourds sur les routes.

PetroSA a indiqué que sa proposition de production de 400 000 barils-par-jour de pétrole brut à partir de sa raffinerie de Coega excèdera les besoins en carburants de l'Afrique du Sud et le surplus sera exporté vers les pays voisins.

Magubane a confirmé que l'Afrique du Sud continuera à utiliser les combustibles fossiles. "Si vous lisez la presse vous serez pardonner d'avoir pu pensé que les combustibles fossiles n'ont pas leur place dans les besoins de notre pays.

véhicule faisant le plein dans une station service

"La réalité est contraire du fait que nous allons travailler dur pour assurer que nous augmentons l'usage des énergies renouvelables dans notre portfolio d'énergie.

"Cependant, nous continueront simultanément à utiliser les combustibles fossiles tout en cherchant des moyens pour pouvoir réduire l'impact des émissions de gaz de serre." (Business Day) □

L'Afrique a plus de 120 projets de marché de carbone

SELON UN rapport récent du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUD) l'Afrique a plus de 120 projets de marché de carbone actifs ou en phase de planification, dans des domaines allant de l'énergie éolienne aux projets forestiers.

Cependant, comparé au reste du monde, le continent traîne encore à cet égard, malgré le potentiel d'énergie saine et écologique largement sous-exploité.

L'expansion des projets de Mécanismes de Développement Écologique (CDM) dans le cadre du Protocole de Kyoto demeure inégale.

Les grosses économies telles que l'Égypte et l'Afrique du Sud ont le plus grand nombre de projets de marché de carbone, 32 et 13 respectivement.

Cependant, le Kenya et l'Ouganda progresse rapidement. Le nombre de projets aux niveaux opérationnels ou de planification s'est accru pour les deux en 2007, à 15 et 12 respectivement.

Nombre d'autres pays d'Afrique tels que le Cameroun, Madagascar, le Mali et la Zambie n'en ont qu'un ou deux, tandis que la Guinée Équatoriale et plusieurs autres pays n'en ont aucun.

Le Sous-Secrétaire Général de l'ONU et le Directeur Exécutif du PNUD, Achim Steiner, a expliqué que l'expansion des marchés de carbone en Afrique "peuvent à la fois provoquer l'optimisme, et l'inquiétude."

"D'un côté, le travail du PNUD et d'une myriade d'autres partenaires sur le renforcement de capacité, catalysant les finances et autres initiatives éliminant les barrières ont porté fruit parmi une plus grande variété de pays."

"Mais afin de gagner quelques pour cents supplémentaires à partir du potentiel énorme de projets d'énergie éolienne, solaire, basée sur la biomasse et les déchets, une action visant une série de problèmes a besoin d'être développée," ajoute-t-il.

Steiner confirme que cela nécessite une assistance supplémentaire de la part d'organisations telles que l'ONU, les banques régionales de développement et les organes internationaux de financement et de bailleurs de fonds.

Cependant, les banques privées nationales et transnationales et les gouvernements individuels peuvent faire encore plus pour rendre les investissements dans l'énergie écologique plus

attirants grâce à des prêts innovateurs, des politiques progressistes et des mécanismes de marché.

Steiner a cité le cas du Kenya où l'introduction d'un tarif (un mécanisme politique conçu pour encourager l'adoption de sources d'énergies renouvelables) a rapidement provoqué l'intérêt par un consortium en installant la plus grande ferme éolienne d'Afrique -- un projet de 300MW dans la région de Turkana dans le nord du pays.

Dans le cadre du CDM du Protocole de Kyoto, des économies développées peuvent compenser pour certaines de leurs émissions, en investissant dans les projets des pays en voie de développement tels que l'énergie renouvelable et les projets forestiers.

Les projets peuvent rapporter des crédits précieux et vendables appelés Réductions Certifiées d'Émission (CERs) dont la valeur est liée au tarif commercial du carbone.

La nouvelle évaluation pour l'Afrique estime que dans le monde, près de 4 900 projets CDM sont actifs ou planifiés -- avec de loin la majorité dans les grosses économies en voie de développement telles que le Brésil, la Chine et l'Inde. □

Le Portugal cédera ses intérêts à Cahora Bassa

“Avec les capitaux du passé nous allons construire l’avenir”

LE PREMIER Ministre portugais Jose Socrates a annoncé que son pays a l'intention de vendre ses dernières parts de la Centrale Hydroélectrique de Cahora Bassa (HCB), la compagnie qui opère le gigantesque barrage de Cahora Bassa sur le fleuve du Zambeze.

Jusqu'à 2007 le gouvernement portugais possédait 82 pour cent de HCB, alors que le Mozambique détenait seulement 18 pour cent, et les directeurs portugais constituaient la majorité au comité.

Le Mozambique a pris le contrôle du barrage en novembre 2007 lorsqu'il a acheté 67 pour cent des parts du Portugal, pour un montant de US\$ 700 millions. Le Mozambique détient désormais 85 pour cent des parts de HCB et le Portugal 15 pour cent.

S'adressant à une conférence dans la ville de Songo près du barrage, après avoir visité Cahora Bassa, Socrates déclara, “C'est exact, nous pensons vendre nos parts à HCB, dans un partenariat entre des compagnies mozambicaines et portugaises.”

Il précisa qu'il n'est plus logique pour le gouvernement portugais de détenir des parts à HCB, et la société holding sera vendue de manière à permettre aux compagnies mozambicaines et portugaises de devenir partenaies.

“Il est important que les compagnies portugaises demeurent associées à HCB,” a-t-il ajouté, “parce que nous développeront HCB ensembles avec les mozambicains.”

Durant la visite, le Ministre Mozambicain des Finances, Manuel Chang, et le Secrétaire d'État Portugais au Trésor, Carlos Pina, ont signé un accord concluant la mise en oeuvre du Fond de Soutien d'Investissement Portugais, l'un des produits dérivés de l'achat mozambicain de HCB.

Du prix d'achat pour les parts de HCB, le gouvernement portugais a retenu US\$124 millions pour établir le Fond de Soutien d'Investissement, qui sera également utilisé pour développer des projets d'énergie alternative basés sur les sources renouvelables.

“Avec le capital du passé, nous allons construire l'avenir,” déclare Socrates.

Pendant sa visite de quatre jours au Mozambique, huit autres accords furent signés, y compris une double autorisation de crédit accordée par l'intermédiaire de la banque d'état portugaise, Caixa Geral de Depositos, des €200 millions (environ US\$272 millions) convenu en 2008 à €400 millions.

Un accord de coopération technique militaire envisage l'assistance portugaise pour

instaurer un Institute d'Études Militaires Supérieures du Mozambique.

Un protocole entre les Ministères de la Culture Mozambicain et Portugais renforce la coopération en théâtre, musique, danse, musées, archéologie, archives et beaucoup d'autres domaines, tandis que la coopération entre les deux ministères de l'éducation prévoit de créer des bibliothèques dans les écoles mozambicaines et d'encourager les habitudes de lecture parmi les écoliers. (AIM) □

Le Botswana se tourne vers le biogaz pour améliorer l'accès à l'énergie

LE BOTSWANA explore des moyens d'exploiter le biogaz comme source alternative d'énergie pour les foyers et les industries à travers le pays.

Le Ministre des Minéraux, de l'Énergie et des Ressources Hydrologiques, Ponatshego Kedikilwe, a déclaré que le gouvernement a commencé à explorer des sources d'énergie fiables par le biais du Centre d'Innovation des Industries Rurales (RIIC) établi en 1976.

Il avait pris la parole lors de la démonstration d'une centrale de biogaz à Lobatse.

“Récemment, les sources d'énergie renouvelable se sont révélées être d'importance vitale en raison d'une demande d'énergie accrue dans le monde,” dit-il, ajoutant que le biogaz est prisé en zones rurales où le feu de bois est souvent la source primaire d'énergie.

Il expliqua que le gaz est bon marché puisqu'il utilise les déchets, tels que la bouse de vache, qui est complètement disponible gratuitement et ne nécessite pas d'entretien régulier.

Le ministre a précisé que l'usage du biogaz peut aider à préserver l'environnement et à réduire les pratiques telles que le déboisement qui contribue au réchauffement global.

“L'usage du biogaz empêche l'émission de méthane dans

l'atmosphère tout en produisant de l'énergie écologique, contribuant ainsi à la protection climatique.”

Il indiqua que le biogaz améliorerait la sécurité de l'approvisionnement et assurerait l'auto-suffisance pour le pays.

La démonstration fut menée pour illustrer l'usage pratique du biocarburant. Il existe cinq centrales de biocarburant produisant pour l'usage domestique et commercial.

Kedikilwe annonça que des plans sont en cours pour instaurer une autre centrale de biogaz au village de Mabesekwa pour la cuisson des repas et la génération d'électricité.

Le gaz produit à la centrale sera acheminé par pipeline directement vers la cantine scolaire pour cuisiner au moyen de fourneaux à biogaz tandis qu'une partie sera utilisée pour actionner un petit générateur afin de fournir de l'électricité dans les salles de classe.

Le gaz sera également utilisé pour actionner un générateur de plus grande capacité pour fournir de l'électricité pour l'éclairage d'environ 100 foyers et 20 lampadaires de rue pour un maximum de quatre heures par jour en soirée. (Mmegi) □

Mise en service d'un système de commerce régional

LES PAYS de l'Afrique Australe ont lancé un système régional de commerce d'énergie plus compétitif qui est supposé relancer la mise en commun de l'électricité à travers la région.

Coordonné par le Pool d'énergie de l'Afrique Australe (SAPP), le système fut prescrit en décembre 2009.

Seulement cinq pour cent de toute l'énergie négociée en Afrique Australe est dans le marché à court terme, avec des prix fixés par le vendeur et administrés par SAPP. Le reste est échangé par le biais de contrats bilatéraux à long terme avec des tarifs fixes.

C'est pourquoi le SAPP a introduit un système plus compétitif, dans lequel les prix seront basés sur l'offre et la demande entre les services publics des pays où le pool d'énergie opère.

Le nouveau système a la capacité d'attirer plus de participants, y compris des producteurs indépendants.

Un pool de commerce en électricité plus souple et plus actif pourrait devenir un plan directeur pour le reste du continent, où il existe peu de transaction en électricité. Ceci pourrait aider l'Afrique à lutter contre des pénuries d'énergie sévères en mettant à disposition l'excès de capacité. □

Harmonisation des qualifications en cours dans la SADC

L'AFRIQUE AUSTRALE a pris une autre mesure vers l'harmonisation de son système d'éducation en approuvant le développement d'une Structure de Qualifications Régionales.

La Structure de Qualifications Régionales (RQF) qui fut amorcée il y a quelques années cherche entre autre à permettre aux États Membres de la SADC à comparer et reconnaître les qualifications obtenues dans la région.

À la longue, l'établissement d'un système éducationnel standardisé devrait promouvoir une intégration régionale plus profonde puisqu'elle aiderait à



Des diplômés de l'université fêtent leur réussite

faciliter le mouvement des étudiants et des professionnels en Afrique Australe.

Récemment rassemblés à Kinshasa, République Démocratique du Congo, les Ministres de la SADC responsables de l'Éducation et de la Formation ont convenu qu'un compte rendu sur le développement de la RQF devrait être présenté à la prochaine session prévue pour 2011.

Les ministres, cependant, ont remarqué que la mobilité des étudiants à travers la région, surtout en éducation supérieure est une bonne chose, informant que certains États Membres traitent déjà les étudiants de la SADC en tant que locaux en termes de frais d'étude et de logement.

Ils ont recommandé que cela soit étendu dans d'autres domaines afin de créer un environnement habitant pour que les étudiants puissent poursuivre des études n'importe où dans la région tel que stipulé par le Protocole SADC sur l'Éducation et la Formation.

Le Protocole SADC sur l'Éducation et la Formation,

signé par les Chefs d'État et de Gouvernement en 1997, cherche à établir une structure juridique et institutionnelle pour promouvoir l'intégration régionale dans des domaines spécifiques de l'éducation, la formation, la recherche et le développement.

Les ministres ont également considéré et adopté un compte rendu sur la mise en oeuvre du Plan SADC de Mise en Oeuvre d'Éducation et Formation Régionales.

Le plan intègre les sept zones prioritaires du Second Plan d'Action de la Décennie de l'Union Africaine et du Protocole sur l'Éducation et la Formation, qui vise à garantir l'éducation pour tous et à promouvoir la parité des sexes dans l'accès à l'éducation.

"L'assemblée a noté des tendances importantes dans la provision d'éducation et formation dans la région," disent les ministres dans une déclaration, ajoutant que les réformes clés entreprises par les États Membres incluent l'expansion du développement de la petite enfance et



l'augmentation de l'utilisation d'Apprentissage Libre et à Distance en tant que stratégie pour former des enseignants.

Cependant, l'assemblée a noté que la région est encore confrontée à des difficultés d'accès et de parité des sexes dans l'éducation de la petite enfance, l'éducation secondaire, l'éducation technique et professionnelle entre autres.

Afin d'aborder certaines des difficultés, l'assemblée a approuvé cinq structures politiques et stratégiques dans les domaines des Systèmes d'Information de Gestion d'Éducation (EMIS), d'Apprentissage Libre et à Distance et d'Intégration de la Parité des Sexes.

D'autres décisions importantes prises lors de la réunion sont la nécessité de promouvoir l'usage de la langue maternelle comme moyen d'instruction dans les cinq premières années d'éducation primaire et que les États Membres devraient inclure des statistiques sur les institutions privées dans leurs données éducationnelles.

Les ministres ont également annoncé que la prochaine étude, sur la supervision régionale de la performance et l'accomplissement d'un étudiant, menée par le Consortium de l'Afrique Australe pour l'Évaluation et la Qualité de l'Éducation (SACMEQ) devrait inclure des questions de durabilité environnementale.

L'assemblée des Ministres de la SADC responsables de l'Éducation et la Formation a eu lieu du 18 au 19 mars.

Le Vice-Premier Ministre de la RDC, Simon Bulupy et le Secrétaire Général Adjoint de la SADC pour l'Intégration Régionale João Samuel Caholo étaient parmi les délégués qui ont participé à la réunion de deux jours. □

Motlanthe: l'Éducation est une priorité

LE PRÉSIDENT Adjoint de l'Afrique du Sud, Kgalema Motlanthe a exhorté les pays en voie de développement à continuer le travail vers l'augmentation de leurs dépenses dans le secteur de l'éducation supérieure.

S'adressant à une récente Conférence des Chefs Exécutives de l'Association des Universités du Commonwealth, Motlanthe a déclaré que les universités devraient également s'efforcer de produire une nouvelle génération d'érudits, chercheurs et penseurs pour revigorer la démocratie.

"Les universités devraient promouvoir le bien public en soutenant une citoyenneté informée et active, en réduisant la marginalisation et la disparité économique, en faisant progresser la science et

l'innovation, et en assurant le progrès qualitatif dans le développement humain," dit-il.

Il ajouta que les universités, en tant que centres pour la poursuite de la connaissance et de l'excellence, sont des partenaires clés dans la supervision de progrès vers les Objectifs de Développement du Millénaire (ODMs) et dans la recherche de réponses innovatrices aux difficultés identifiées dans les processus.

"Cependant, aucun de ces objectifs ne peut être atteints si nos producteurs de connaissance ne sont pas des participants actifs dans le développement de connaissance et des valeurs nécessaires requises pour le développement durable."

Il ajouta que la capacité inadéquate des universités

affecte l'enseignement et la recherche, mais les effets sont particulièrement défavorables dans le domaine de la recherche.

Il précisa que nombre de gouvernements dans les pays en voie de développement ne peuvent fournir assez de fonds aux universités parce qu'ils sont souvent aux prises avec d'autres priorités pressantes telles que la provision de soins médicaux, d'une éducation de base et de services fondamentaux.

"L'Afrique ne peut réaliser les développements envisagés dans les ODM sans augmenter les taux de participation, renforcer la qualité, et développer une vibrante nouvelle génération de chercheurs activement engagés dans les difficultés sociales, scientifiques et économiques de la région," dit-il. □

Quinze ans après la Conférence Mondiale sur les Femmes à Beijing, une révision

LA COMMISSION sur le Statut des Femmes s'est réunie à New York en mars afin de réviser l'application de la Déclaration de Beijing et de la Plateforme pour Action (BPfA).

Le processus de responsabilisation consenti lors de la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes en 1995 en Chine requiert que les États Membres des Nations Unies se réunissent pour réviser à cinq ans d'intervalle la mise au point et le remappage de tel progrès en prenant en compte les situations globales et locales.

La révision africaine régionale de Beijing +15 porte sur les progrès dans les 12 domaines thématiques, et fut tirée d'une enquête menée par la Commission Économique de l'ONU pour l'Afrique avec les réponses de 41 des 53 pays africains.

L'enquête a identifié l'éducation comme l'un des succès en Afrique, "largement attribuable à l'institution d'éducation de base primaire libre et obligatoire par nombre de gouvernements."

Les gouvernements ont également "tenté d'éliminer les barrières qui entravent l'accès à l'éducation pour les garçons et les filles."

Malgré les progrès impressionnants au niveau primaire, le tableau est plus complexe aux niveaux secondaire et tertiaire, où les hommes et les femmes sont confrontés aux obstacles de scolarisation et de rétention, explique le rapport.

Les disparités des sexes dans la scolarisation et l'alphabétisation s'amenuisent, mais il reste encore beaucoup à faire. Le taux d'analphabétisme parmi les femmes demeure élevé dans nombre de pays, et la disparité entre les hommes et les femmes persiste.

Les femmes et l'économie, la santé, la violence contre les femmes, la gouvernance, et d'autres figurent parmi les secteurs ressoumis à l'étude.

Le rapport de l'Afrique a noté que l'un des succès au niveau sous-régional dans cette période fut le Protocole SADC sur la Parité des Sexes et Développement, signé par les Chefs d'État et de Gouvernement en 2008, et maintenant dans le processus de ratification et de domestication.

Le Protocole a jusqu'ici été ratifié par la Namibie et le Zimbabwe, et nécessite la ratification de 10 États Membres avant qu'il n'entre en vigueur.

Parmi les questions clés discutées lors de la révision de mars à New York était le statut et le rôle toujours en mutation des rouages sociaux pour l'égalité des sexes, ainsi que la budgétisation et l'intégration de la parité des sexes.

Le rapport sur une session interactive explique, "les mécanismes nationaux pour la parité des sexes continuent d'être confrontés aux contraintes et difficultés dans l'application de leurs mandats, y compris des ressources humaines et financières inadéquates.

"Dans certains cas, les mécanismes nationaux sont marginalisés au sein de la structure gouvernementale et sont sujets à de fréquents changements dans les cadres organisationnels. La capacité pour la coordination, la supervision et la responsabilité demeure médiocre, et le manque de soutien politique limite également leur efficacité."

La discussion a noté que, "La disponibilité de recherche, de données influencées par la problématique des sexes et des indicateurs sensibles à la parité des sexes peuvent grandement renforcer les politiques visées de développement et d'application, ainsi qu'une supervision et une évaluation efficaces.

"Les rouages nationaux devraient encourager la collecte de telles données et informations, et devraient travailler plus étroitement avec les bureaux nationaux de statistiques dans le développement de méthodologies et étendre leur rôle afin d'assurer la disponibilité de données influencées par la problématique des sexes et autres variables."

Un document publié à New York par Mary Rusimbi, spécialiste de la problématique des sexes, Présidente du Programme de Gestion de Réseau sur la Parité des Sexes de la Tanzanie, indique que "la budgétisation réactive à la parité des sexes est de plus en plus reconnue en tant qu'instrument important contribuant à l'intégration de la parité des sexes au niveau d'orientation politique économique (macro).

"La budgétisation réactive à la parité des sexes est définie en tant qu'application de l'intégration des sexes dans le processus budgétaire. Cela signifie mener une évaluation des budgets basée sur la parité

des sexes, incorporant une perspective de parité des sexes à tous les niveaux de processus budgétaires et de restructuration des revenus et des dépenses de manière à promouvoir la parité des sexes."

États Membres de la SADC ayant une Législation sur la Violence Domestique en place

Botswana	Loi 2007 sur la Violence Domestique
Madagascar	Loi 2000 pour punir la Violence contre les Femmes
Malawi	Loi 2006 sur la Prévention de la Violence Domestique
Île Maurice	Loi 1991 pour la Protection contre la Violence Domestique
Mozambique	Loi 2009 contre la Violence Domestique
Namibie	Loi 2003 pour Combattre la Violence Domestique
Afrique du Sud	Loi 1998 sur la Violence Domestique
Zimbabwe	Loi 2007 pour la Prévention de Violence Domestique et Loi pour la Protection des Victimes de Violence Domestique

Source: Une révision de Quinze ans d'Application de la Plateforme de Beijing pour Action en Afrique +15 de 1995 à 2009, Rapport Principal ECA, novembre 2009

Objectif 50/50 d'ici 2015

Structure Régionale SADC pour Accélérer l'Atteinte de l'Objectif de 50% de Représentation Féminine dans des Positions Politiques et de Formulation de Politique à tous les Niveaux d'ici 2015

PAR RAPPORT à d'autres régions, la performance de la SADC a été impressionnante depuis la Conférence de Beijing en 1995, avec ses succès utilisés comme jalons et leçons pour d'autres régions.

Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour transformer les engagements en réalité.

Ceci fut la conclusion d'une révision présentée par le Directeur Supérieur du Programme sur la Parité des Sexes de la SADC lors d'une session des Ministres responsables de la Parité des Sexes et des Affaires Féminines.

La révision a noté que le développement le plus récent à cet égard fut l'incorporation de l'objectif 50/50 de représentation des femmes dans des positions politiques et de formulation de politique dans le protocole SADC sur la parité des sexes.

Le statut de représentation féminine en politique et dans la formulation de politique tel que présenté au Sommet 2009 des Chefs d'États dans la Gouvernance montre que:

- ♦ L'Afrique du Sud se classe au premier rang dans la région en ce qui concerne la représentation des femmes au Parlement avec 45%, et est troisième sur le plan global, surpassé seulement par le Rwanda 56% et la Suède 47%.
- ♦ L'Angola subit une amélioration positive dans la représentation des femmes aux Élections Parlementaires en 2008 lorsque le nombre de femmes a atteint 81, presque 37 pour cent des 220 sièges de l'Assemblée Nationale. L'Angola est désormais parmi les trois premiers pays dans la région, après l'Afrique du Sud à 45% et le Mozambique à 37%, et devant la Namibie 31% et la Tanzanie juste au-dessus de 30%.
- ♦ Au niveau ministériel, l'Afrique du Sud est en tête avec 42%, tandis que le Lesotho et l'Angola ont tous deux atteint 32,2%. Pour les ministres adjoints, le Lesotho a une représentation féminine de 60%, l'Afrique du Sud 39%, et le Malawi et le Mozambique tous deux 30%.
- ♦ La région SADC a atteint le troisième pourcentage le plus élevé de femmes en politique, au niveau Parlementaire, avec 20%, un chiffre dépassé uniquement par les pays nordiques avec 40,8% et les Amériques à 21,4%.
- ♦ Le pourcentage moyen de la SADC de femmes au Parlement est plus élevé que la moyenne mondiale à 18,5%, celle du Sous-Sahara à 18,6%, de l'Asie à 18,4%, du Pacifique à 15,2%, et des États Arabes (9.1%) qui est le plus bas. □

La SADC nomme une équipe de facilitateurs pour le Lesotho

LA SADC a nommé une équipe de facilitateurs pour travailler avec le Conseil Chrétien du Lesotho (CCL) afin de trouver une solution durable à la situation politique du pays.

La Tro ka de la SADC: l'Organe sur la Politique, la Défense et la Sécurité a fait l'annonce officielle lors d'une réunion à Maseru, Lesotho.

L'équipe de facilitateurs et le CCL devraient, entre autre, produire un plan sur la manière dont le pays pourrait aborder ses problèmes.

"Le plan devra être soumis au Président de l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité [le Président mozambicain Armando Guebuza] ... et formera la base de la supervision des progrès réalisés dans le dialogue politique post-électoral," déclare la Tro ka.

Les principales questions litigieuses et comment les gérer devraient être abordé dans le plan, y compris l'allocation des

responsabilités parmi les différents participants.

Le plan est également supposé recommander un délai afin de réviser la constitution et la loi électorale en préparation des élections générales prévues pour 2011.

Le Lesotho a plongé dans une impasse politique suite aux élections parlementaires de février 2007 durant lesquelles plusieurs partis de l'opposition ont contesté la méthode employée par la Commission Électorale Indépendante pour l'allocation des sièges.

Le Lesotho utilise le système électoral de Proportionnelle de Membre Mixte (MMP) qui combine des éléments des systèmes à majorité (FPTP) et à Représentation Proportionnelle (PR).

Un total de 80 sièges au parlement de 120 membres sont occupés en usant du Système majoritaire et sont liés à des circonscriptions spécifiques tandis les 40 sièges restants sont

occupés en usant de la Représentation Proportionnelle pour faire en sorte que le nombre de sièges législatifs pour chaque parti reflète plus ou moins sa proportion du vote national.

Dans les élections 2007, le Congrès de la Démocratie du Lesotho (LCD) qui a formé une coalition avec le Parti pour l'Indépendance Nationale (NIP) a gagné 61 des circonscriptions directement contestées.

Son adversaire principal, la Convention du Basotho (ABC), qui a également formé une coalition avec le Parti des Travailleurs du Lesotho (LWP), occupe la seconde position avec 17 sièges. L'Alliance du Congrès des Partis a obtenu un siège.

Le LCD et l'ABC ont instauré des accords avec des partis plus modestes par quoi les partis plus importants ont contesté uniquement les circonscriptions et les petits partis ont soumis uniquement des listes de partis pour les sièges compensatoires même si ces listes incluent

également des membres de parti plus important.

Dans un tel arrangement, le NIP s'est vu alloué 21 sièges compensatoires donnant à l'alliance 82 sièges à l'Assemblée Nationale, soit 68,3 pour cent des sièges tandis que le LWP a obtenu 10 sièges compensatoires donnant à l'alliance 27 sièges soit 22,5 pour cent des sièges.

Cependant plusieurs partis de l'opposition argumentent que la Commission Électorale Indépendante aurait du prendre en compte que les grands partis importants ont formé une coalition et devraient donc être traité comme telle.

La redistribution des sièges sur cette base aurait eu pour résultat la perte d'un nombre de sièges pour le LCD/NIP et la réduction de sa majorité au parlement.

Tous les autres partis gagneraient des sièges. L'ABC/LWP gagnerait deux sièges et deviendrait le second regroupement important au parlement et obtiendrait le statut officiel d'opposition.

Les autres partis d'opposition, y compris le Nouveau Parti pour la Liberté du Lesotho, qui n'est pas représenté au parlement, aurait également gagné des sièges. Un total de 19 partis politiques ont participé aux élections de février 2007.

La SADC a déclaré que le peuple du Basotho devrait, quelque soient leurs différences, dévouer leurs efforts à résoudre leurs problèmes par le dialogue.

"Le Sommet de la Tro ka a exhorté toutes les parties prenantes au dialogue politique post-électoral à assurer leur disponibilité et la participation complète dans le processus visant à trouver une solution durable aux difficultés affectant le pays, en prenant à coeur les intérêts de la nation Basotho," déclare la Tro ka, ajoutant qu'elle demeurerait attentive au dialogue politique en cours. □

Sanctions de l'UA sur le gouvernement de Rajoelina à Madagascar

L'UNION AFRICAINE a imposé des sanctions sur le leader malgache Andry Rajoelina qui a saisi le pouvoir des rênes du Président Marc Ravalomanana en mars 2009 lors d'une démonstration publique soutenue par l'armée.

Les sanctions, qui sont entrées en vigueur le 17 mars 2010, incluent les interdictions de voyage, le blocage des fonds et autres avoirs financiers et ressources économiques, ainsi que l'isolation diplomatique, contre Rajoelina et les membres clés de son parti.

"L'Union Africaine exhorte tous les États Membres à excercer leur complète coopération à l'application de ces sanctions."

Les organisations multilatérales telles que les

Nations Unies et l'Union Européenne devrait également soutenir cette décision et s'abstenir de toutes actions qui pourraient boycotter les efforts de l'UA afin de restaurer l'ordre constitutionnel à Madagascar.

La crise politique de Madagascar a réémergé l'année dernière lorsque Rajoelina s'est saisi des rênes du pouvoir du Président Ravalomanana lors d'une démonstration publique soutenue par l'armée, méthode similaire à celle utilisée par Ravalomanana lorsqu'il s'est emparé du pouvoir de son prédécesseur Didier Ratsiraka.

Dans un effort pour aborder la situation, la SADC a initié des pourparlers de


paix menés par l'ancien leader mozambicain Joaquim Chissano dans lesquels Rajoelina et Ravalomanana avec deux anciens présidents y compris Ratsiraka ont convenu d'établir un gouvernement transitionnel pour diriger le pays jusqu'à ce que de nouvelles élections soient tenues en 2010.

Cependant, la mise en place de cet accord a échoué et l'UA a identifié Rajoelina comme étant le moins coopérant – d'où l'imposition des sanctions.

L'UA a déclaré qu'elle continuerait à travailler avec la SADC et les autres organisations nationales et internationales afin de trouver une solution.

La SADC a suspendu Madagascar en 2009. □

CALENDRIER DES EVÈNEMENTS

L'AFRIQUE AUSTRALE 

SADC AUJOURD'HUI Vol.12 No. 3 Avril 2010

ADC AUJOURD'HUI
est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des décideurs à tous les niveaux du ment national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITE DE RÉDACTION
Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Leonissah Abwino-Munjoma
Clever Mafuta, Phyllis Johnson, Patience Ziramba

CONSEILLER À LA RÉDACTION
Chef de l'Unité de Communications d'Entreprise, SADC
Leefa Penehupifo Martin

TRADUCTION
Marie-Laure Edom

SADC AUJOURD'HUI est soutenu par le Ministère Norvégien des Affaires Etrangères, en soutien au Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC des Partenaires Internationaux de Coopération, qui est présidé par la Norvège.

© SADC, SARDC, 2010

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya

PHOTOS AND ILLUSTRATIONS
p1 Eskom; D Martin; T Ngwenya; P Ziramba; p4 www.gmb.com;
www.treeimages.com; p5 M Madakufamba; p6 D Martin;
p7 D Martin; www.sites.com; p8 www.sportinglife.com; www.wikimedia.com
p9 www.wikimedia.com; www.worldcup.com
p10 T Ngwenya, P Ziramba; p12 www.umc.org
p13 Economic Commission for Africa; p16 P Johnson


Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sardc.net
www.sardc.net Connaissance pour le Développement

Remerciements aux compagnies aériennes suivantes pour leur assistance dans la distribution de SADC aujourd'hui :
Air Botswana, Linhas Aeres de Moçambique, Air Namibia,
South African Airways, Air Mauritius, TAAG Angolan Airlines et
Air Zimbabwe

 www.sardc.net
Knowledge for Development

Avril
13-16,
Zimbabwe

Session des de l'Union Africaine responsables de la Jeunesse

Les ministres africains responsables de la Jeunesse se réuniront afin de débattre sur les problèmes affectant les jeunes sur le continent, en préparation de la Conférence Mondiale de la Jeunesse en août.

21, Malawi

Session des Ministres de la SADC Ministers responsables du Tourisme

Les Ministres de la SADC examineront le statut du tourisme et des programmes communs pour la promotion, en préparation des Finales de la Coupe du Monde de Football en Afrique du Sud en juin-juillet.

27-29, Angola

Session des Ministres de la SADC responsables de l'Énergie

Les Ministres de la SADC responsables de l'Énergie se réuniront afin de réviser le programme régional pour le planning de l'énergie en vue de compléter le plan de redressement de l'énergie instauré pour aborder les problèmes de pénuries d'énergie sévissant dans la région.

29-30,
Mozambique

Session des Ministres de l'Emploi et du Travail de la SADC

Les Ministres de la SADC responsables de l'emploi et du travail se réuniront pour discuter des questions relatives au travail. Les représentants des employeurs et des conseils du travail, et de l'OIT feront parties des débats.

Mai
1, Chine

Exposition Mondiale Shanghai 2010

Ouverture officielle de la plus Grande Exposition du Monde à ce jour, à Shanghai, Chine. Les États Membres de la SADC y participent au moyen de stands commerciaux et culturels et des activités dans un pavillon africain. Plus de 70 millions de visiteurs sont attendus entre mai et octobre.

2-3, Tanzanie

Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement Africain (TICAD V)

Les consultations TICAD entre le Japon et l'Afrique facilitent le planning de programmes tels que le commerce, l'agriculture et le développement de l'infrastructure en Afrique. La session précédente a eu lieu il y a deux ans au Japon.

4-5, Tanzanie

Réunion d'Anciens Mouvements de Libération

Six mouvements de libération de l'Angola, du Mozambique, de la Namibie, de l'Afrique du Sud, de la Tanzanie et du Zimbabwe se rassemblent pour examiner la collaboration actuelle basée sur leur histoire commune de lutte contre le régime colonial et l'apartheid.

5, Île Maurice

Élections Parlementaire à l'île Maurice

Les mauriciens iront aux scrutins afin de choisir de nouveaux membres de parlement pour l'assemblée unicamérale à 70-sièges, dans laquelle 62 membres sont élus par un vote direct dans un système de vote groupé et huit sont tirés d'une liste de "meilleurs perdants".

5-7, Tanzanie

Forum Économique Mondial de l'Afrique

Les dirigeants africains et la communauté commerciale internationale se réuniront dans la République Unifiée de la Tanzanie afin de discuter les difficultés et les opportunités.

6, Zimbabwe

Ministres de la COMESA responsables pour la Problématique des Sexes et les Affaires Féminines

Les Ministres responsables de la Problématique des Sexes et des Affaires Féminines au sein de la COMESA se sont réunis afin d'identifier des stratégies pratiques pour l'habilitation économique des femmes entrepreneurs, sous le thème "Exploiter la Science et la Technologie pour le Développement: Comblant la Différence Digitale basée sur le Sexe."

6-7, Angola

Partenariats d'Infrastructure pour le Développement de l'Afrique (iPAD)

L'évènement cherche à fournir un forum pour les gouvernements, le commerce, et les organisations régionales et internationales afin de rencontrer et explorer les opportunités pour le développement de l'infrastructure, le commerce et l'investissement en Afrique.

8-11, Afrique du Sud

Indaba sur le Tourisme

L'indaba annuelle sur le tourisme à Durban est la plus grande foire du tourisme en Afrique et exhibe les attractions de l'Afrique Australe pour les acheteurs et les agences internationales.

10-13, Angola

Ministres de la SADC pour les Télécommunications, Postal et TIC

La Session discutera des infrastructures régionales et autres projets supposés soutenir d'autres secteurs tels que le tourisme, le commerce et l'industrie, et d'attirer les investisseurs.

17-19, Kenya

Aperçu sur l'Environnement en Afrique (AEO 3)

La première session de la Commission d'Organisation révisera les projets et les lignes directrices pour l'AEO-3, qui sera publié par l'UNEP dans deux ans. Le centre de collaboration régionale pour l'Afrique Australe est SARDC IMERCSA.

20-21,
Zimbabwe

Ministres des Eaux de la SADC

Les Ministres de la SADC responsables des eaux et des ressources hydrologiques se réuniront à Bulawayo afin de discuter le statut des ressources hydrologiques de la région.

Juin
11 Juin-12 Juillet,
Afrique du Sud

Finales de la Coupe du Monde de Football FIFA 2010

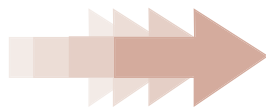
L'évènement le plus prestigieux monde du football sera joué en Afrique du Sud par 32 équipes, y compris six venant d'Afrique. C'est la première fois que les finales sont accueillies sur le sol africain.

29, Suisse

Forum de l'Énergie en Afrique

Le forum rassemble les experts en énergie des secteurs privé et public afin de discuter les propositions de projets pour les développements du secteur de l'énergie du continent.

20 ans



Indépendance

Namibie 21 mars 1990

LE 21 mars, la République de la Namibie a célébré 20 ans d'indépendance avec pour thème "Une nation visionnaire sur la voie vers 2030".

Le thème fait référence à l'objectif principal de la Vision Nationale 2030, de devenir une nation développée en 20 ans.

Contrairement à d'autres pays de la région SADC, les résultats des élections de la Namibie sont mis en place durant la Journée de l'Indépendance lorsque le Président élu est assermenté, puis annonce son Cabinet.

La Namibie a tenu des élections nationales en novembre, et la plupart des Membres du Parlement nouvellement élus furent assermentés le 19 mars.

S'adressant à la foule comble au Stade National récemment remis à neuf, Président Hifikepunye Pohamba a rappelé l'histoire menant à l'Indépendance:

"Ce jour historique du 21 mars 1990, suite à un long et violent combat pour la libération nationale, nous avons réalisé notre objectif d'émancipation politique lorsque nous avons agité le drapeau namibien de la liberté, l'indépendance, et la souveraineté, et baissé le drapeau de l'apartheid colonialiste.

"Le vote pour la liberté et la démocratie était, et demeure, un choix irréversible par notre peuple entier. Nous nous souviendrons pour toujours de nos héros et héroïnes qui nous ont inspiré à nous battre pour la liberté et l'indépendance."

Le Premier Ministre en exercice, Nahas Angula MP, assermenté le même jour, a dit dans sa déclaration "Nos célébrations devraient être tempérées par l'humilité et le respect.

"Ceux dont le sang abreuve notre liberté devraient occuper la place d'honneur dans notre mémoire collective. Nous devons les honorer en construisant une nation solide, unie, pacifique et juste.

Parmi les accomplissements de la Namibie indépendante, il nota la paix, l'éducation et le développement de l'infrastructure.

"Nos pères et mères fondateurs nous ont légué une puissante Constitution qui a engagé tous les citoyens à s'efforcer de réaliser la réconciliation nationale, et "d'encourager la paix, l'unité et une loyauté communes à un État unique.

"Les 20 années de paix et de stabilité résultent du fait que nous chérissons l'éthos de la réconciliation nationale."

Il a souligné que les célébrations devraient être tempérées par les difficultés auxquelles le pays est encore confronté, notamment le sous-développement, la pauvreté, l'inégalité, le chômage et les maladies."

S'adressant à la nation à la suite de son inauguration pour un second mandat, Pohamba a expliqué que la solidarité internationale a fait de la Namibie le succès qu'elle est aujourd'hui.

Il a fait l'éloge des États de la Ligne de Front pour leur soutien et leur souffrance en solidarité avec les namibiens. Les deux leaders survivants du FLS, l'ancien Président Kenneth Kaunda de la Zambie et Président Robert Mugabe du Zimbabwe, étaient tous deux présent à la cérémonie d'Indépendance, ainsi que les veuves de deux autres, c'est-à-dire Mama Maria Nyerere de la République Unifiée de la Tanzanie et Maria Eugenia Neto de l'Angola.

"Notre nation sera éternellement reconnaissante au fait que la Namibie a gagné son indépendance sous la bannière de la solidarité internationale, la liberté et la justice.

"Nous chérissons le soutien diplomatique et matériel que nous avons reçu durant notre période de disette... certains nationaux des États de la Ligne de Front de l'époque ont perdu leurs vies durant la guerre pour la libération nationale... mais nos frères et sœurs sont restés fermes et n'ont jamais flanché. Notre reconnaissance est éternelle."

Plusieurs Présidents de la région étaient présents, y compris Mugabe, et ceux du Botswana, RDC, Mozambique, Afrique du Sud, Tanzanie et Zambie, ainsi que Denis Sassou-Nguesso du Congo Brazzaville, de même que les anciens Présidents Ketumile Masire et Festus Mogae du Botswana, et Zanele Mbeki, femme de l'ancien Président de l'Afrique du Sud, Thabo Mbeki.

D'autres représentations de haut niveau à la cérémonie comprenaient plusieurs autres pays de la SADC tels que Cuba, la Fédération Russe, la République Populaire de Chine, la Norvège et la Finlande.

Cuba et la Finlande ont des connections spéciales avec la Namibie et étaient représentés au niveau supérieur. Les troupes cubaines stationnées en Angola ont soutenu la défense du pays contre les invasions sud-africaines, notamment en 1975-76 jusqu'à 1987, lorsque la bataille de Cuito Cuanavale était à son point décisif. Les troupes sud-africaines ont attaqué les camps de la SWAPO dans le sud de l'Angola, avec un massacre particulièrement brutal à Cassinga le 4 mai 1978, une journée aujourd'hui commémorée par une journée nationale fériée.



JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

Avril – Juin 2010

2 Avril	Vendredi Saint	Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe
3 Avril	Samedi Saint	Zambie
4 Avril	Journée de la Paix & de la Réconciliation	Angola
	Journée des Héros	Lesotho
5 Avril	Lundi de Pâques	Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Namibie, Seychelles, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe
	Journée de la Famille	Afrique du Sud
	Lundi de Pâques	Madagascar
7 Avril	Journée des Femmes	Mozambique
	Journée du Sheikh Abeid Karume	Tanzanie
18 Avril	Journée de l'Indépendance	Zimbabwe
19 Avril	Jour férié	Zimbabwe
	Anniversaire du Roi	Swaziland
25 Avril	Journée du Drapeau National	Swaziland
26 Avril	Journée de l'Union	Tanzanie
27 Avril	Journée de la Liberté	Afrique du Sud
30 Avril	Journée de la Jeunesse	RDC
1er Mai	Journée des Travailleurs	RDC, Lesotho, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Tanzanie, Zimbabwe
	Journée du Travail	Angola, Botswana, Malawi, Madagascar, Île Maurice, Seychelles, Swaziland, Zambie
4 Mai	Journée Cassinga	Namibie
13 Mai	Journée de l'Ascension	Botswana, Lesotho, Madagascar, Namibie, Swaziland
14 Mai	Journée Kamuzu	Malawi
23 Mai	Lundi Blanc (Pentecôte)	Madagascar
24 Mai	Lundi Blanc	Madagascar
25 Mai	Journée de l'Afrique	Angola, Lesotho, Namibie, Zambie
	Journée de la Liberté de l'Afrique	
17 Mai	Journée de la Libération	RDC
1 Juin	Journée Internationale des Enfants	Angola
5 Juin	Journée de la Libération	Seychelles
16 Juin	Journée de la Jeunesse	Afrique du Sud
18 Juin	Journée Nationale	Seychelles
25 Juin	Journée de l'Indépendance	Mozambique
26 Juin	Journée de l'Indépendance	Madagascar
29 Juin	Journée de l'Indépendance	Seychelles
30 Juin	Journée de l'Indépendance	RDC